



Messages clés : Résultat du Forum thématique technique de commémoration du 5^{ème} anniversaire des Directives volontaires pour une gouvernance foncière responsable (DV)

Siège de la FAO, Rome, Italie | 5 - 6 octobre 2017

Qu'avons-nous obtenu?

Au cours de leurs cinq premières années, les DV ont contribué à des changements remarquables en matière de gouvernance foncière. De nombreuses personnes, dont les plus vulnérables et marginalisées (les éleveurs, les paysans, les femmes rurales, les pêcheurs, les travailleurs ruraux et les peuples autochtones) les utilisent déjà pour réclamer, sécuriser et rétablir leurs droits légitimes sur les terres, les forêts et les pêches.

Les DV constituent un véritable moteur de changement. Au niveau mondial, les ODD reconnaissent que la gouvernance foncière est essentielle pour garantir les droits des personnes à l'alimentation et à la nutrition, la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté et plus largement, l'atteinte des objectifs de développement.

Dans de nombreux pays, il apparaît clairement que les DV ont été utilisées pour:

- Créer un espace ouvert pour un dialogue politique inclusif abordant différentes revendications et demandes sur les terres;
- Élargir la participation aux processus de gouvernance foncière, en particulier des femmes et des groupes vulnérables et marginalisés;
- Encourager et permettre les processus de réforme juridique, y compris l'intégration des DV dans les cadres législatifs et politiques nationaux;
- Soutenir les efforts des détenteurs de droits pour réclamer, sécuriser et rétablir leurs droits fonciers légitimes;
- Contribuer à des investissements fonciers plus responsables.

Les DV proposent des conseils favorisant une approche axée sur les personnes pour une gouvernance responsable des terres, des pêches et des forêts, fondée sur le cadre universel des droits de l'homme. Elles permettent également aux personnes d'exercer leurs droits d'accès, d'utilisation, de gestion et de contrôle des ressources naturelles de manière équitable et transparente, contribuant ainsi à l'agenda 2030 qui vise à « ne laisser personne de côté ».



Quels sont les défis?

Même si des réalisations importantes ont eu lieu au cours des cinq dernières années, une gouvernance responsable des terres, des pêches et des forêts reste un défi majeur.

Des milliards de personnes souffrent d'un accès non sécurisé à la terre et aux autres ressources naturelles. Dans de nombreux pays, la perte d'accès sécurisé aux ressources naturelles, la concentration foncière et les pratiques néfastes de certains investisseurs se font au détriment des paysans, des peuples autochtones, des pêcheurs, des éleveurs et des travailleurs ruraux. De plus en plus de défenseurs de la terre et de l'environnement sont la cible de violences chaque année, et beaucoup y perdent la vie.

L'absence ou l'inadéquation des politiques, et des cadres juridiques et réglementaires pour les investissements, y compris les transactions foncières, limitent les possibilités d'améliorer la gouvernance et la promotion d'investissements responsables pour la transformation du monde rural.

Une faible gouvernance foncière met en péril la gestion durable des ressources naturelles et contribue aux conflits, aux déplacements involontaires et aux migrations. Cela accroît la vulnérabilité au changement climatique, en particulier des groupes vulnérables, et menace les efforts visant à préserver la biodiversité.

Quelle est la voie à suivre?

Pour relever ces défis et tirer parti des réalisations obtenues, le forum technique a identifié les domaines d'action stratégiques suivants:

- Veiller à ce que l'application des DV repose sur les droits humains fondamentaux;
- Assurer la protection efficace de ceux qui défendent les droits légitimes de la terre et des ressources naturelles;
- Poursuivre la diffusion et la sensibilisation à l'utilisation des DV pour améliorer la gouvernance foncière;
- Promouvoir des approches systémiques de gouvernance foncière responsable. Cela nécessite d'abord tous les aspects de la gouvernance et de l'administration des terres, des pêches et des forêts, de manière coordonnée et à moyen et long termes;
- Renforcer les approches inclusives multipartites pour l'application des DV fondées sur des principes de participation et de responsabilité et sur des mécanismes de résolution des conflits. Cela exige le renforcement des capacités de tous les acteurs, en particulier des titulaires de droits légitimes, à s'organiser de manière autonome et à participer efficacement; cela passe aussi par le partage des leçons entre les différentes parties prenantes des plateformes multi-acteurs sur la gouvernance foncière;



- Lier la gouvernance foncière aux stratégies de transformation durable et inclusive du monde rural, des systèmes alimentaires, et du développement territorial, stratégies incluant des investissements responsables;
- Favoriser le suivi de la gouvernance des terres, des pêches et des forêts, et leur contribution à la réalisation du droit humain à la nourriture et à l'atteinte des ODD. Cela devrait être fondé sur des approches participatives et sensibles au genre, s'appuyant sur le mécanisme de suivi du CSA relatif à la mise en œuvre des DV;
- Promouvoir l'utilisation des DV comme élément central de consolidation de la paix dans les situations de conflit et post-conflit;
- Intégrer les DV dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, ainsi que de conservation de la biodiversité. Souligner l'importance de l'accès à l'eau et progresser dans l'intégration de ce concept dans les processus normatifs ainsi que dans les travaux pratiques.

Les gouvernements, les agences des Nations Unies, les partenaires au développement, les titulaires de droits légitimes sur des terres, des pêches et des forêts, les OSC et le secteur privé sont encouragés à continuer à utiliser et à appliquer les DV, eu égard à l'importance de la gouvernance foncière pour la réalisation du droit humain à la nourriture et pour l'atteinte des ODD. Pour obtenir ces résultats, une utilisation accrue et plus efficace des ressources, davantage de cohérence et de responsabilité, un soutien politique plus important et un engagement à long terme sont indispensables.

Cet événement a été organisé conjointement par l'Union Européenne et la FAO.

